

RSF dénonce la candidature de la Rwandaise Mushikiwabo à la tête de l'OIF

Reporters sans frontières, 11.07.18 Communiqué de Presse RSF s'inquiète de la candidature rwandaise à la tête de l'OIF Après avoir reçu d'importants soutiens et en l'absence d'autres concurrents déclarés, Louise Mushikiwabo, la ministre des Affaires étrangères du Rwanda, a toutes les chances de devenir la prochaine secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Reporters sans frontières (RSF) s'inquiète de cette candidature issue de l'un des pires régimes en matière de liberté de la presse.

Louise Mushikiwabo est à ce jour la seule candidate en lice pour contester un deuxième mandat à Michaëlle Jean à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie. L'actuelle ministre des Affaires étrangères et porte-parole du gouvernement rwandais a déjà reçu le soutien public du président français Emmanuel Macron et de l'Union africaine. Le prochain secrétaire général de l'organisation sera désigné lors d'un sommet à Erevan en Arménie prévu les 11 et 12 octobre prochains. Au Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF en 2018, le Rwanda est 156e. Parmi les 58 Etats membres de l'OIF, seuls cinq pays ont un bilan pire que le Rwanda en matière de liberté d'information. Censure, menaces, arrestations, violences, assassinats... Le régime dirigé d'une main de fer par Paul Kagamé depuis 2000, et dont Louise Mushikiwabo est ministre depuis près de 10 ans, dispose de l'un des pires systèmes de répression à l'égard des médias et des journalistes. Son président occupe une place de choix dans la galerie des prédateurs de la presse constituée par RSF. Comment l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) va-t-elle pouvoir favoriser le pluralisme des médias et la liberté de la presse conformément à ses objectifs en matière de droits de l'Homme, si elle est dirigée par une des principales dirigeantes d'un Etat qui piétine le droit à l'information et réprime les journalistes depuis 18 ans, s'inquiète Christophe Deloire, secrétaire général de RSF. C'est la capacité de l'OIF à défendre les médias et les journalistes libres comme acteurs incontournables du développement dans l'espace francophone qui est en jeu. Depuis 1996, huit journalistes ont été tués ou sont portés disparus et 35 ont été contraints à l'exil. Ces dernières années, le nombre d'exactions enregistrées par notre organisation a baissé mais la censure reste omniprésente et l'autocensure la règle pour éviter de faire partie du tableau de chasse du régime. Les programmes très écoutés de la BBC en Kinyarwanda sont suspendus depuis 2015, après que la chaîne a diffusé un documentaire évoquant des massacres provoqués par le Front patriotique rwandais (FPR) au moment du génocide des Tutsis de 1994. Lors du XVIe sommet de la Francophonie à Antananarivo en novembre 2016, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient rappelé leur engagement à garantir la protection effective des journalistes et la liberté de la presse. Chaque année, l'OIF décerne le Prix francophone de l'innovation dans les médias avec RSF et RFI.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});